

**Coalition Nationale de l'Education Pour Tous en République Démocratique du Congo**

**Semaine Mondiale d'Action pour l'Education « SMAE 2016 »**

## ***Investir pour l'avenir : Les droits à l'éducation maintenant.***

**« Faute de financements adéquats dans l'éducation, la réalisation de la totalité du programme mondial est en danger »**

(Irina Bokova, Directrice générale de l'UNESCO)

# Investir pour l'avenir : le droit à l'éducation, maintenant !

Chers (ère) partenaires,

La Semaine Mondiale d'Action pour l'Education « **SMAE** » est un événement annuel mondial organisé par la Campagne Mondiale pour l'Education « **CME** » dont la Coalition Nationale de l'Education Pour Tous en République Démocratique du Congo « **CONCEPT-RDC** » est membre. Elle est organisée avec le soutien actif des Partenaires de l'Education et a comme but essentiel : « la sensibilisation à l'éducation et aux engagements pris par la communauté internationale pour atteindre l'objectif mondial pour l'éducation ».

Cette année, en République Démocratique du Congo, la campagne se déroulera du 18 au 23 juillet 2016 et va se concentrer sur le thème du **financement de l'éducation** avec comme Slogan « **Investir pour l'avenir : Les droits à l'éducation maintenant** ».

Avec l'adoption de l'Agenda 2030 pour le développement durable en 2015, la communauté internationale s'est fixée un objectif ambitieux pour l'éducation, appelant à garantir « **l'accès de tous à une éducation, sur un pied d'égalité, et promouvoir les possibilités d'apprentissage tout au long de la vie** », d'ici à 2030. Au niveau national l'ambition déclinée à travers la Stratégie Sectorielle de l'Education et de la Formation 2016-2025 est « **la construction d'un système éducatif inclusif et de qualité contribuant efficacement au développement national, à la promotion de la paix et d'une citoyenneté démocratique active** ».

Il est clair cependant que le succès de l'agenda pour l'éducation ne sera pas possible sans une augmentation significative et bien ciblée du financement, particulièrement dans notre pays qui est éloigné de la réalisation d'une éducation de qualité pour tous.

## Situation mondiale actuelle

Cher (ère) partenaire, selon le rapport mondial de suivi de l'EPT de l'UNESCO 2015, 124 millions d'enfants à l'âge d'aller à l'école primaire et secondaire à travers le monde ne sont pas scolarisés et 250 millions d'enfants qui fréquentent l'école, risquent de la quitter incapable de lire ou d'écrire.

Devant ces chiffres alarmants, nous rappelons qu'en 2015, le monde entier s'est engagé à réaliser les Objectifs de développement durable (ODD) et le cadre d'action Éducation 2030 dans les quinze prochaines années. S'agissant de l'éducation, l'engagement consiste à « assurer l'accès de tous à une éducation de qualité, sur un pied d'égalité, et promouvoir les possibilités d'apprentissage tout au long de la vie indépendamment du contexte personnel, politique ou social ».

Ce programme mondial de développement s'accompagne d'une ambition et d'une amplitude jamais atteintes auparavant. Alors que le monde s'achemine vers la mise en œuvre des

objectifs, il faut absolument prendre en compte les leçons apprises durant les quinze dernières années – et le principal enseignement à retenir est que, pour que les bonnes intentions et les engagements politiques soient respectés, **il faut des financements suffisants et de bonne qualité**. L'argent ne garantira pas à lui seul la réussite, mais il demeure essentiel – pour former et embaucher des enseignants qualifiés, procurer des matériels pédagogiques et d'apprentissage suffisants, et créer des lieux d'apprentissage sûrs et appropriés.

### **Situation de la République Démocratique du Congo**

La vision du Gouvernement de la RDC pour le secteur de l'éducation dans les dix ans à venir (2016-2025) est « *la construction d'un système éducatif inclusif et de qualité contribuant efficacement au développement national, à la promotion de la paix et d'une citoyenneté démocratique active* ». Cependant, avec un stock de 4,9 millions d'enfants non scolarisés aujourd'hui<sup>1</sup>, l'enseignement primaire et secondaire universel restera un rêve si l'aide ne parvient pas à atteindre ceux qui en ont le plus besoin notamment les enfants vivants en milieu rural et défavorisés, les filles, les vulnérables et les personnes vivants avec handicap.

« Faute de financements domestiques adéquats dans l'éducation, la réalisation de la totalité des objectifs nationaux déclinés dans la Stratégie Sectorielle de l'Education et de la formation 2016-2025 est en danger. Elle risque de ne pas être réalisée, de la même manière que le pays n'a pas réalisé les objectifs de l'Education Pour Tous en 2015

Hors, malgré les efforts récents d'amélioration de l'allocation budgétaire à l'éducation, le secteur public de l'éducation en RDC reste sous-financé par rapport à la plupart des autres pays de la région, avec seulement 10,9 pourcent du budget des pouvoirs publics affecté à l'éducation et une exécution budgétaire de 1,8 pourcent du PIB dans le secteur

**En vue d'assurer 12 années d'éducation primaire et secondaire et au moins une année de préprimaire de qualité, gratuite et obligatoire conformément à l'engagement de l'Etat et de la Communauté internationale : L'Education requiert davantage des ressources.**

Alors que la République Démocratique du Congo a actuellement un budget de près de 6 milliard des dollars américains seulement, le pays perd chaque année environ 15 milliards des dollars américains dans la fraude fiscale.

Au niveau actuel des contributions des ménages dans le financement de l'éducation estimé à 40000 francs congolais en moyenne par élève au primaire selon une étude de SOFRECO, l'ensemble des frais de scolarité de ce niveau d'enseignement ne représenterait que 3,8% du montant perdu dans la fraude fiscale et des exonérations illicites et fantaisistes.

Il est claire que ce secteur exige davantage des ressources et davantage des ressources domestiques doivent être mobilisées pour réaliser le droit de tous à l'éducation et résoudre des problèmes qui ne doivent pas attendre à savoir :

---

<sup>1</sup> Groupe de la Banque Mondiale, Revue des Dépenses Publiques du Secteur de l'Éducation, Une analyse d'efficacité, d'efficacités et d'équité

**La gratuité de l'enseignement primaire et secondaire** : elle figure dans la constitution depuis 2006, dans la loi-cadre depuis 2014. Elle reste proposée de manière discriminatoire et n'est toujours pas effective. Notons qu'avec 13534 625 élèves du primaire, la RDC a seulement besoin de 541,4 milliards de francs congolais soit environ 569,8 millions des dollars américains pour couvrir les frais de scolarité de tous les élèves de ce niveau d'enseignement.

**L'accélération de la construction et réhabilitation des infrastructures scolaires** : malgré la construction et réhabilitation des écoles initié par le Gouvernement, le programme de réhabilitation des infrastructures scolaires reste très pertinent pour (i) assurer un environnement sûr et protecteur pour les enfants en situation de salle de classe et de gestion de l'école surtout en milieu rural et défavorisé, (ii) construire environ 122500 salles de classe supplémentaires pour accueillir près 4,9 millions d'enfants non scolarisés.

**La prise en charge effective des enseignants par l'Etat** : une question récurrente qui rentre dans l'impératif de l'amélioration de la qualité de l'enseignement. Le pays a à ce jour un stock de 148360 enseignants qui travaillent dans le secteur public sans être payé par l'Etat. Pour les prendre en charge, la RDC a seulement besoin de 195,4 millions des dollars américains par ans. Parmi ces enseignants, 43.816 enseignent au niveau primaire. Aujourd'hui, le prétexte fondamental pour continuer à exiger les frais de scolarité aux parents d'élèves reste la prise en charge des enseignants non payés par l'Etat. Notons que les ménages supportent encore dans des conditions pénibles plus de 73% du financement global de l'école contre 23% pour l'Etat.

**La prise en charge effective par l'Etat des frais du Test National des Fin d'Etudes Primaire** : plus de 12 milliards de francs congolais soit environ 12,7 millions des dollars américains ont été dépensés par les ménages cette année alors que le budget de l'Etat l'a pris en compte. Ce montant est juste un peu supérieur à 11 millions des dollars américains que l'évasion fiscale et les arrangements fiscaux illégaux sur les revenus de l'activité forestière industrielle font perdre au pays.

Outre le fait que l'échec dans la réalisation des objectifs de l'EPT refléterait un manque de hiérarchisation claire des priorités dans les processus d'élaboration et d'allocation budgétaires qui nécessite un alignement clair, la justice fiscale est indispensable pour améliorer les revenus du pays et accroître ainsi le financement public de l'éducation par des ressources domestiques.

A l'occasion de cette Semaine Mondiale d'Action pour l'Education qui se tient cette année du 18 au 23 juillet 2016, nous exhortons le Gouvernement à accroître et respecter ses engagements en matière de financement de l'éducation, à disséminer le cadre éducation 2030 et la stratégie sectorielle de l'éducation 2016-2025.

A toutes les parties prenantes, nous appelons à l'action en se joignant **aux citoyens et aux organisations nationales et du monde qui relèvent le défi d'offrir 12 ans d'éducation de qualité pour tous. En effet, le Congo et le monde a promis 12 années de scolarité pour chaque enfant.**

Nous présenterons à cet effet aux décideurs un cahier de revendications dans lequel les organisations demanderont la mise en place d'un cadre de politique publique pour l'octroi des incitations fiscales, veiller à ce qu'ils soient accordés de manière transparente et sur la

base d'une analyse approfondie des coûts-avantages et d'assurer la hausse des recettes fiscales qui devra être consacrées au financement de l'éducation publique et de sa qualité. Ce qui, par ailleurs, aiderait à une mise en œuvre effective de la gratuité et à supprimer de la nomenclature des frais scolaires la contribution des parents d'élèves.

L'éducation est le socle de la réalisation de tous les objectifs de développement durable, si les investissements requis pour l'éducation ne sont pas présents, l'ensemble du programme sera mis en péril.

Engageons-nous maintenant.

**Cordialement.**

